

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Vive-TV-ou-la-communication-au-service-d-une-citoyennete-nouvelle-au-Venezuela>

# **"Vive TV " ou la communication au service d'une citoyenneté nouvelle au Venezuela**

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -  
Date de mise en ligne : dimanche 12 septembre 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Par Renaud Lambert**

RISAL et ACRIMED. 2 septembre 2004

La chaîne de télévision communautaire publique Vive TV , lancée en novembre 2003, est à bien des égards emblématique du processus bolivarien qui transforme le Venezuela depuis 1998. En donnant la parole à la population, elle participe à la construction d'une "nouvelle identité citoyenne", basée sur la dignité retrouvée des exclus de " l'ancien régime ", le respect des différences et l'élaboration d'une démocratie participative où chacun pourra trouver sa place.

Deux écrans de télévision, deux mondes radicalement opposés. Sur le premier, une chaîne privée à succès : RCTV, Globovision ou Venevision. On y montre des personnages à la peau blanche, bercés par la ronde des biens de consommation et souffrant les affres de l'amour déçu, trahi ou fécond. Pour l'observateur européen, rien de très exotique. Sur l'autre, Vive TV, une chaîne de télévision communautaire. On y parle de réforme agraire, de programme d'alphabétisation, d'accès aux soins. Les visages y sont ceux de chauffeurs de taxi métisses, de vendeurs indigènes, de jeunes mères à la peau mâte. Ils ressemblent à la très grande majorité des personnes que l'on peut croiser dans la rue, mais la question se pose : ces deux chaînes parlent-elles du même pays ?

La question des rapports entre médias et société se pose avec une intensité toute particulière au Venezuela. Les médias traditionnels privés [1], aux mains d'intérêts commerciaux et en lien direct avec l'ancienne oligarchie, y ont troqué l'objectivité et la déontologie journalistiques pour un militantisme forcené. Ils endossent aujourd'hui le rôle de porte-parole d'une opposition qui refuse d'accepter la légitimité du président Chávez et rechigne à participer au débat de fond, lui préférant l'agitation subversive [2]. Une chose était certaine dès l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir en 1998, son projet - visant à rendre leur dignité et leur place dans la société aux pauvres et aux exclus - ne pourrait s'appuyer sur des médias traditionnels. Les fit-il fermer pour autant ?

Tenta-t-il de les museler, comme on l'en accuse dans la presse internationale ? Les menaçait-il comme le crient haut et fort Reporters sans frontières ou Human Rights Watch ? Rien de tout cela. Depuis 1998, aucune atteinte à la liberté de la presse n'a été déplorée au Venezuela.

Ce que fit Hugo Chávez ? L'une des mesures les plus emblématiques du pouvoir vénézuélien dans le domaine des médias fut indiscutablement la création de Vive TV, la chaîne de télévision communautaire d'état, en novembre 2003.

Alors que 70% de la population - la tranche la moins intéressante pour les annonceurs - n'existe tout simplement pas sur les médias traditionnels privés, le projet de Vive TV est de donner une voix à cette "Communauté des invisibles". Pour la présidente de la chaîne, Blanca Eekhout, l'objectif est de "créer un espace de communication lié au développement du "processus" et à la construction d'un nouveau pays." Directement issue de l'expérience des médias communautaires et coopératifs, Blanca Eekhout (qui malgré son nom est une vénézuélienne de souche), fut contactée par le gouvernement Chávez alors qu'elle était encore responsable de Catia TV, une chaîne de quartier émettant dans les quartiers ouest de Caracas qui fut fermée en juin 2003 par un maire d'opposition (le seul cas avéré de censure au Venezuela depuis l'arrivée de Chávez au pouvoir). Aucune condition politique ou idéologique ne fut mise au lancement de ce projet qui visait à "créer une vitrine nationale pour tous les mouvements locaux de communication locale dans le pays." Confiante dans la volonté du gouvernement de tout faire pour donner au peuple vénézuélien les moyens de s'exprimer de façon autonome, elle a pris les rênes du projet.

Quelques mois après sa création, Vive TV émet déjà seize heures par jour.

Les programmes diffusés sont des plus variés : culture, éducation, presse, information mais aussi divertissement et humour. L'accent est mis sur "l'expérience de terrain." Là où la logique commerciale pousse les chaînes privées à limiter les tournages "en extérieur", plus coûteux, Vive TV met en avant la formation des équipes et l'enrichissement

individuel. A l'antenne, on prend le temps de la lenteur et de la discussion. Ainsi, les musiciens qui passent à l'émission Creadores (créateurs), par exemple, n'ont pas forcément d'album à vendre. Ils viennent jouer leur musique, mais aussi en parler, partager leur expérience. Exception dans le paysage médiatique vénézuélien, Vive TV propose le week-end un programme d'information sur la production des programmes : une forme de transparence sur le fonctionnement de la chaîne et la construction de l'information en général trop rare dans le secteur médiatique (au Venezuela comme ailleurs). Seulement quarante pour cent des programmes sont produits en interne de façon à soutenir la production nationale indépendante, créer des liens avec les initiatives locales et assurer un pluralisme réel dans les contenus.

Le processus bolivarien n'a pas créé les médias communautaires : les outils de la démocratie participative ne s'imposent pas du haut vers le bas. Au contraire, fidèle à sa volonté de favoriser l'initiative citoyenne, le gouvernement vénézuélien décida, en 2000, de rendre légaux des organes de communication locaux qui n'étaient jusque là que tolérés ou clandestins [3]. La nouvelle Constitution, qui date de 1999, établit en effet le "droit à la communication" comme l'un des outils cruciaux de la "démocratie participative" [4] qu'elle institutionnalise : "La création culturelle est libre, cette liberté comprend le droit de production, d'investissement et diffusion des oeuvres créatrices, scientifiques, techniques et humanistes, et incluant la protection légale des droits d'auteurs, homme et femme, sur leurs oeuvres (...)." [5] Pour Hugo Chávez, il était évident que, si la construction d'une "nouvelle société bolivarienne" devait passer par la mise en place d'un nouveau type de médias, le processus même d'élaboration de ces nouveaux moyens de communication alimenterait à son tour le mouvement de rénovation de la société vénézuélienne. Puisque "définir ce que nous entendons par communication revient à définir le type de société dans lequel nous souhaitons vivre," [6] permettre à la "communauté" de construire des médias qui lui ressemblent revient à lui permettre de réfléchir à son identité. Emblématique du processus bolivarien, la réflexion menée dans les médias communautaires est donc à la fois l'outil et l'aboutissement du principe de démocratie participative.

Ici, contrairement à ce qui se passe ailleurs, le "processus" et la ribambelle de mesures qui l'accompagne, sont évoqués du point de vue de la population. Pour Blanca Eekhout, il faut "confronter les discours politiques à la réalité du terrain." Ainsi, les personnes qui passent à l'écran et discutent de telles ou telles initiatives gouvernementales, de tel ou tel point de l'actualité, ne sont ni des membres du gouvernement, ni des hommes politiques, ni des "experts." Ce sont des membres de la Communauté. Ils témoignent de la façon dont ils vivent, au jour le jour, les réformes en cours. Ils commentent simplement les faits, loin des programmes politiques et loin des idéologies. Ils donnent leur point de vue, souvent éclairé, sur la réalité du pays. Bref, ils sont la voix de cette conscience politique inouïe qui, plus que son leader charismatique, fait avancer le pays. En effet, où, ailleurs qu'au Venezuela, trouvera-t-on la totalité des textes de loi, au format "poche", en vente sur des étals installés à la va-vite le long des artères de la capitale, au milieu des pièces détachées d'ordinateurs, des logiciels informatiques et des régimes de bananes ? Où, ailleurs qu'au Venezuela, vous citera-t-on, de mémoire, les articles de la Constitution du pays ? Où, ailleurs qu'au Venezuela, entendra-t-on les militants favorables à un processus accusé par l'opposition et la presse étrangère en général d'être violent et autoritaire, vous répondre, en se frappant d'un geste fier et assuré une poche de chemise qui renferme la "bicha" [7] : "nous n'avons qu'une seule arme, notre Constitution."

Si Vive TV est bien une chaîne d'Etat, capable de salarier 150 personnes, elle jouit d'une réelle indépendance à tous les niveaux. Sa responsabilité est de montrer, dans la réalité du terrain, ce que fait le gouvernement. A cet égard, elle se distingue de l'autre chaîne de télévision publique, Canal 8, prise dans une logique guerrière de riposte à la propagande d'opposition qui la condamne à la médiocrité journalistique. La mission de Vive TV, c'est de faire remonter une critique de terrain, de personnes impliquées dans le "processus" dans ses aspects les plus contingents.

Souvent plus dure que celle de l'opposition, cette "critique révolutionnaire", qui réclame bien souvent que la Constitution soit appliquée plus vite et mieux, est au bout du compte la garante du processus, la vigie sans laquelle le gouvernement pourrait s'embourber dans une idéologie coupée de la réalité du pays.

Blanca insiste sur ce point et l'illustre d'une anecdote qu'elle présente comme un exemple frappant de "démocratie

participative" directe... et efficace ! "Nous montrions une émission concernant l'une des mesures lancées par le gouvernement" commence-t-elle." Une des personnes interrogées expliquait que, malgré les annonces du gouvernement, les aides promises n'étaient toujours pas arrivées". Bianca s'illumine d'un large sourire avant de continuer. "Il se trouve que ce jour là, Chávez était devant son poste de télévision et écoutait l'émission. Il décrocha tout de suite son téléphone et appela le ministre concerné pour lui demander de faire avancer les choses." En quelques jours, la situation était réglée.

Succès difficile à gérer pour Vive TV, explique-t-on cependant au sein de la chaîne car depuis, les gens appellent de partout pour faire part de leurs doléances... Or, ce n'est pas là l'objectif de la chaîne.

Déterminer la mission de Vive TV, c'est d'abord tenter de répondre à des questions fondamentales. Comment prendre le temps de discuter avec les gens ? Comment ne pas leur imposer des sujets dont ils se trouvent prisonniers ? Comment ne pas instaurer un rapport de "domination" du journaliste envers son interlocuteur ? Comment, enfin, s'assurer d'être vraiment proche de la communauté ? Autant de questions auxquelles Vive TV ne prétend pas avoir trouvé la seule réponse, mais qu'elle a le mérite de poser d'un point de vue fondamental dans son optique de "service public".

L'émission Venezuela Adentro est une illustration particulièrement intéressante de cette réflexion. Les différentes équipes de réalisation disposent d'une semaine entière pour préparer un sujet d'une demi-heure. Le tournage ne commence qu'après deux jours passés à faire connaissance et à mettre en évidence les sujets sur lesquels les gens souhaitent s'exprimer. Une fois de retour dans les studios, toute l'équipe travaille sur le montage : chacun est donc porteur de l'identité globale du travail à chaque étape de sa réalisation. Quand l'émission passe à l'écran, caméras et micros n'apparaissent jamais. Pas plus que les journalistes. Ce radicalisme de l'invisibilité journalistique fut difficile à faire accepter à certains jeunes issus de formations traditionnelles d'où l'on sort convaincu que le degré de visibilité est pour le journaliste la mesure du talent et du succès. Mais, pour Thierry Deronne, responsable des programmes d'information à Vive TV, la chaîne s'attache à permettre aux gens de s'exprimer de la façon la plus directe. Pas besoin de commentaires "en off", de présentateurs ou d'analystes. L'idéal serait même de leur "donner la caméra pour qu'ils donnent eux-mêmes une image de leur vie." Ce serait là, continue-t-il, "une vraie réussite de la démocratie participative".

Blanca Eekhout, de passage à Bruxelles, en mai 2003 (Photo : RISAL) L'équipe de Vive TV se donne, pour ceci comme pour le reste, les moyens d'atteindre ses objectifs. Une brève comparaison s'impose. Sur la chaîne privée d'information en continu Globovision (surnommée Globoterror par les vénézuéliens qui ne supportent plus le ton alarmiste sur lequel la chaîne traite l'actualité du pays) il était encore possible, en décembre 2002, de s'exclamer, au sujet des hommes et des femmes noirs ou indigènes que l'on voit à la télévision "des gens si laids, d'où les sortent-ils ? Cela ressemble à un film de Fellini, sans le talent de l'italien (...) on dirait des hommes de cro-magnon (...) des singes (...)" [8] De son côté, Vive TV forme elle-même les équipes de tournage qui alimentent ses programmes. Ces personnes sont issues des "barrios" (la communauté) pour lesquels ils travaillent, gage ultime de la proximité de la chaîne avec son public et seul moyen véritable de donner la parole aux victimes du racisme des grands médias privés : les noirs, les indigènes, les métisses, bref, les non-blancs.

Comme l'explique Blanca Eekhout en conclusion, "pour Chávez, Vive TV représente une première étape dans la création d'une vraie télévision latino-américaine à l'échelle du continent." De la chaîne de télévision communautaire de quartier à la chaîne de télévision communautaire continentale, il n'y a qu'un pas : l'apparition d'une même identité citoyenne et sociale à l'échelle du sous-continent portée par le processus bolivarien et les mouvements sociaux en général. Le rêve de Bolivar, transposé au vingt-et-unième siècle.

A un moment où, partout dans le monde, l'hégémonie des grands groupes médiatiques (bien souvent nord-américains), est remise en cause, ce projet est plus que jamais d'actualité. Le journaliste Tariq Ali le rappellera lors de l'émission Alo Presidente ! [9] du 18 juillet 2004 en appelant de ses vœux la création d'un grand réseau sud-américain dont l'influence serait comparable à celui d'Al-Jazeera dans le monde Arabe. Il proposera même un

nom : El Bolivar...

---

NOTES :

[1] C'est-à-dire neuf des dix quotidiens nationaux et six des sept grandes chaînes de télévision.

[2] Lire Dans les laboratoires du mensonge, Maurice Lemoine, Le Monde diplomatique, Août 2002.

[3] Il existe aujourd'hui une dizaine de chaînes de télévision communautaire en activité ou en création dans le pays.

[4] "Tous les citoyens et les citoyennes ont le droit de participer librement dans les affaires publiques, directement ou par l'intermédiaire de leurs représentant(e)s élu(e)s. La participation du peuple dans la formation, l'exécution et le contrôle de la gestion des affaires publiques est un moyen nécessaire pour atteindre le processus qui garantisse un complet développement, tant individuel que collectif. C'est une obligation de L'État et un devoir de la société de faciliter l'émergence des conditions les plus favorables pour sa pratique." Article 62 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela

[5] Article 98 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela.

[6] Mario Kaplún, chercheur en sciences de l'information.

[7] Littéralement "le machin". Désigne la constitution bolivarienne du Venezuela.

[8] Orlando Urdaneta, sur Globovision, le 19 décembre 2004.

[9] Alo Presidente ! est une émission hebdomadaire diffusée tous les dimanches sur la chaîne d'état Canal 8. Elle présente la particularité d'être présentée et animée en direct par Chávez lui-même, assis derrière un bureau. Au cours des 5 à 6 heures que dure Alo Presidente !, il explique son action, discute avec des invités, reçoit des appels téléphoniques (d'où le titre) d'un peu partout dans le pays, raconte la mythologie dans laquelle il puise des images illustrant l'actualité du pays et va même jusqu'à "pousser la chansonnette". Incompréhensible vu d'Europe, ce programme n'a rien à voir avec les discours fleuves d'un Fidel Castro. Elle perd tout son sens en dehors de la réalité de la situation du Venezuela. Improvisée et détendue, elle donne à Chávez la possibilité de s'exprimer directement avec le peuple. A ce dernier, elle permet de discuter et d'échanger avec le président, mais aussi d'apprendre à le connaître. En effet, nul - aussi bon communicateur soit-il - ne saurait "jouer" un rôle pendant cinq heures. Ainsi, à suivre le cours de sa pensée, à développer son raisonnement devant les caméras et à faire des rapprochements improvisés entre deux idées, Chávez s'ouvre au téléspectateur d'une façon réelle, ce qu'aucun autre chef d'état occidental n'accepterait de faire.